
Procès-verbal

261^e réunion du Comité de direction

20 novembre 2020 – 13 h à 16 h (HAE)
(Visioconférence)

Sont présents :

Brenda Austin-Smith, présidente (UMFA)
Peter McInnis, vice-président (ST.FXAUT)
Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)
James Compton, président sortant (UWOFA)
David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
Serge Jolicoeur, représentant ordinaire (Francophone) (ABPPUM)
Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)
Robin Whitaker, représentante ordinaire (Général) (MUNFA)
Laurence McFalls, représentant ordinaire (Québec) (SGPUM)
Alison Hearn, présidente, Comité de la liberté académique
et de la permanence de l'emploi (UWOFA)
Sue Blair, présidente, Comité de la négociation collective
et des avantages économiques (AUNBT)
Sarika Bose, présidente, Comité du personnel académique contractuel (UBCFA)
Pat Armstrong, coprésidente, Comité de l'équité (YUFA)
Momin Rahman, coprésident, Comité de l'équité (TUFA)
Kate Cushon, présidente, Comité des bibliothécaires et des archivistes (URFA)

David Robinson, directeur général
Tony Cantin, directeur des finances, opérations et ressources humaines
Jamie Dunn, directeur de la syndicalisation et des négociations
Pam Foster, directrice des politiques et des communications
Margaret McGovern-Potié, adjointe exécutive au directeur général

Allocution d'ouverture et reconnaissance du territoire

La présidente informe les membres que, bien que la présente réunion soit virtuelle, nous accomplissons tous notre travail académique sur des territoires autochtones, des Premières nations et des Métis spécifiques. Si certains de ces territoires sont régis par des traités, certains n'ont jamais été cédés. Elle demande aux membres de réfléchir aux conditions dans lesquelles nous occupons ces espaces, aujourd'hui et toujours.

01. Adoption de l'ordre du jour

COMPTON/WHITAKER : QUE l'ordre du jour soit adopté en l'état.

ADOPTÉE

02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

a. Réunion du 15 octobre 2020

MCFALLS/SCHROEDER : QUE le procès-verbal de la réunion susmentionnée du Comité de direction soit approuvé en l'état.

ADOPTÉE

03. Suivi des réunions précédentes

a. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste est passée en revue.

04. Rapport de la présidente

La présidente rend compte des activités auxquelles elle a participé depuis la dernière réunion du Comité de direction tenue le 15 octobre 2020. Elle souligne entre autres la réunion des présidents des associations membres de l'ACPPU, le 17 octobre, au cours de laquelle ils ont discuté des enjeux auxquels le secteur est confronté et ont échangé des stratégies pour les résoudre. Les autres points qu'elle désire aborder seront traités dans l'ordre du jour de la réunion.

05. Rapport du directeur général

a. Liberté académique

i. Faculté de droit, Université de Toronto

Le directeur général fait le point sur l'affaire d'atteinte à la liberté académique à l'Université de Toronto concernant l'annulation d'un processus d'embauche suite à la sélection de Valentina Azarova au poste de directrice du programme d'études internationales sur les droits de la personne. Il mentionne que le juge Cromwell a été nommé par l'Université de Toronto pour examiner l'affaire. À ce jour, l'ACPPU n'a pas été contactée par le juge Cromwell pour présenter un mémoire dans le cadre de cet examen.

Il indique que le Comité de direction a adopté une motion lors de sa réunion du 15 octobre 2020 pour que soit présenté un avis de motion à l'assemblée du Conseil du 27 novembre demandant que, à moins que des mesures satisfaisantes ne soient prises

par l'administration de l'Université de Toronto pour remédier aux violations de la liberté académique concernant l'embauche de Valentina Azarova comme directrice du programme d'études internationales sur les droits de la personne, une sanction de blâme soit imposée à l'administration de l'Université de Toronto lors de l'assemblée printanière du Conseil. La présidente présentera l'avis de motion à la prochaine assemblée du Conseil.

Des documents supplémentaires sur ce point sont inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le *point 08. c)(i)*.

ii. Liberté académique dans l'enseignement

Le directeur général signale qu'un certain nombre d'affaires apparues ces derniers mois ont eu un impact sur la liberté académique des membres du corps professoral dans le domaine de l'enseignement, notamment en ce qui concerne ce qui est dit ou présenté en classe, comme des contenus controversés, des sujets difficiles, l'utilisation d'insultes raciales dans le cadre de la matière des cours, etc. L'ACPPU suit plusieurs cas à l'heure actuelle et soumettra la question au Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi afin que ce dernier fournisse des conseils en la matière.

b. Actualité juridique

i. Projet de loi C-32 de l'Alberta

Le directeur général fait le point sur le projet de loi C-32 de l'Alberta en soulignant que l'ACPPU s'est jointe à la coalition de l'Alberta Federation of Labour pour contester la constitutionnalité de la mesure législative.

ii. *Université York c. Access Copyright*

Le directeur général fait le point sur l'affaire *Université York c. Access Copyright* en soulignant que la Cour suprême du Canada a accepté d'entendre l'appel et que l'ACPPU a demandé d'agir en qualité de partie intervenante.

iii. Mesure en faveur de la liberté de choix des étudiants en Ontario

Le directeur général indique que l'ACPPU s'est jointe à une coalition pour intervenir dans l'appel du gouvernement de l'Ontario concernant la mesure en faveur de la liberté de choix des étudiants en Ontario.

06. Rapport sur l'action politique

P. Foster, directrice des politiques et des communications, rend compte des Journées de l'ACPPU sur la Colline du Parlement qui se sont déroulées par visioconférence entre les 16 et 26 novembre 2020, soulignant que 61 rencontres ont été organisées cette année.

Elle indique que l'énoncé économique d'automne sera publié le 30 novembre. Un rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 4 d).

Valérie Dufour, directrice sortante des communications, se joint à la réunion pour adresser un message d'adieu et de remerciement au Comité de direction à la suite de son mandat à l'ACPPU. Les membres remercient Valérie pour les services qu'elle a rendus à l'organisation.

07. Questions organisationnelles

a. Membres

i. SEFPO

Le directeur général fait état d'un communiqué de presse du SEFPO concernant la position de l'ACPPU sur une récente controverse à l'Université d'Ottawa.

ii. OCADFA

Le directeur général fait état de la correspondance de l'association du personnel académique de l'Ontario College of Art and Design (OCADFA) concernant la position de l'ACPPU sur une affaire d'atteinte à la liberté académique à l'Université d'Ottawa.

b. Questions financières

i. Rapport trimestriel – Exercice clos le 30 juin 2020

T. Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations, présente le rapport financier trimestriel pour l'exercice clos le 30 juin 2020. Il indique que le rapport financier a été envoyé par courriel aux associations membres et aux délégués inscrits au Conseil dans un supplément financier sous le point 11. a)(i).

ii. Rapport du vérificateur – Exercice clos le 30 juin 2020

T. Cantin rend compte d'une réunion qui s'est tenue avec le vérificateur de l'ACPPU le 13 novembre. Il indique que le rapport du vérificateur a été envoyé par courriel aux associations membres et aux délégués inscrits au Conseil dans un supplément financier sous le point 11. a)(ii).

iii. Rapport financier du premier trimestre clos le 30 septembre 2020

T. Cantin présente le rapport financier du premier trimestre clos le 30 septembre 2020. Il indique que le rapport financier a été envoyé par courriel aux associations membres et aux délégués inscrits au Conseil dans un supplément financier sous le point 11. (a)(iii).

iv. Demandes d'aide financière

A. Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière reçue de l'Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe (COLAZ) pour

l'organisation de sa conférence annuelle de 2020 et d'un atelier sur la négociation collective de 2020.

COMPTON/BLAIR : QUE le Comité de direction autorise le versement d'une contribution de 15 000 \$ à l'Association des chargés de cours des collègues du Zimbabwe pour l'organisation de sa conférence annuelle de 2020 et d'un atelier sur la négociation collective de 2020.

ADOPTÉE

c. Rapport sur la syndicalisation et les négociations

J. Dunn, directeur de la syndicalisation et des négociations, fait le point sur les activités de l'équipe de syndicalisation et de négociation, en soulignant les projets suivants : l'élaboration d'un guide de la négociation des régimes d'encouragement à la retraite, un atelier de préparation à la grève, la mise à jour de la base de données sur les avantages sociaux, la mise à jour de la base de données sur les avantages sociaux et les allocations du PAC, et l'élaboration d'une enquête sur les régimes de pension visant à dresser un profil des dispositions relatives aux pensions des affiliés de l'ACPPU. Il fait état des négociations difficiles en cours au pays. Un rapport à cet égard est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 14. a).

d. Rapport sur la formation

J. Dunn indique que le service travaille à la refonte de son programme de formation sur la négociation collective. Un rapport sur les activités du programme de formation de l'ACPPU est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 14. b).

e. Rapport sur la santé et la sécurité

J. Dunn fait le point sur les initiatives en matière de santé et de sécurité, y compris les plans visant à élaborer une formation sur la norme de santé mentale dans l'enseignement postsecondaire et les questions connexes. Un rapport sur la santé et la sécurité au travail est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 14. c).

f. Rapport sur les communications

P. Foster signale que le *Bulletin de l'ACPPU* sera distribué aux campus ouverts. Le *Bulletin* sera diffusé sous la forme d'un numéro combiné pour décembre/janvier.

P. McInnis, président du comité de rédaction du *Bulletin de l'ACPPU*, présente un rapport d'étape sur le Journal en ligne de l'ACPPU, indiquant que quatre articles sont actuellement soumis à un processus d'examen par les pairs.

g. FQPPU – Protocole de coopération

Le directeur général indique qu'un protocole de coopération actualisé entre la FQPPU et l'ACPPU est inclus dans le dossier de réunion. Il rappelle que le protocole a été adopté à l'unanimité par les membres lors de l'assemblée du Conseil de la FQPPU tenu le 31 octobre

dernier. Une copie du protocole révisé est incluse dans le dossier de réunion du Comité de direction.

SANGARÉ/MCFALLS : QUE le Comité de direction approuve le protocole révisé entre la FQPPU et l'ACPPU.

ADOPTÉE

h. Vacance temporaire au Comité des bibliothécaires et des archivistes

CUSHON/BOSE : QUE le Conseil de l'ACPPU ratifie la nomination de Cecile Farnum pour pourvoir une vacance temporaire au Comité des bibliothécaires et des archivistes.

ADOPTÉE

08. Conseil

a. Revue de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil

L'ordre du jour de l'assemblée du Conseil est passé en revue.

09. Rapports

a. Rapports des comités permanents

i. Liberté académique et permanence de l'emploi

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps. Un rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 15. a).

ii. Négociation collective et avantages économiques

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps. Un rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 15. b).

iii. Personnel académique contractuel

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps. Un rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 15. c).

iv. Équité

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps. Un rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 15. d).

v. Bibliothécaires et archivistes

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps. Un rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 15. e).

b. Rapports des comités relevant du Comité de direction**i. Francophones**

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps. Un rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 16. c).

ii. Personnel enseignant clinicien

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps.

iii. Personnel académique des collèges et des instituts

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps.

c. Rapports des groupes de travail**i. Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones**

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps.

ii. Groupe de travail sur la gouvernance

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps. Un rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 16. d).

10. Énoncés de principes de l'ACPPU**a. Énoncés en cours d'examen****i. Énoncé de principes sur la confidentialité des renseignements utilisés dans la prise de décisions professionnelles**

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps.

ii. Énoncé de principes sur les mesures disciplinaires

Ce point n'a pas été abordé au cours de la réunion en raison de contraintes de temps.

11. Réunions, activités et événements**a. Participation à des réunions et activités****i. Assemblée annuelle de la Caisse de défense de l'ACPPU, 17 et 24 octobre****ii. Assemblée semestrielle des membres de la MUNFA, 27 octobre****iii. Séminaire de l'OCDE, *La numérisation aujourd'hui : Avantages et risques pour l'enseignement et l'apprentissage*, 29 octobre**

- iv. Comité A de l'AAUP, 30 octobre
- v. Assemblée du Conseil de l'OCUFA, 31 octobre
- vi. État du secteur – Réunion des présidents, 17 novembre
- b. Réunions et activités prochaines
 - i. Assemblée du Conseil de l'ACPPU, 27 novembre
 - ii. Assemblée du conseil d'administration de la Fondation Harry-Crowe, 4 décembre
 - iii. Forum pour les agents principaux des griefs, 11 décembre
 - iv. Forum pour les présidents, 15 et 16 janvier
 - v. Réunion du Comité de direction, 22 janvier
 - vi. Réunion du Comité de direction, 19 février

12. Questions diverses

Aucune autre question n'est à l'étude.

13. Affaires relatives au personnel

- a. Rapport du comité du personnel

J. Compton, président du comité du personnel, rend compte de la réunion du comité du personnel tenue le 20 novembre.

- b. Effectifs et questions administratives connexes

Le directeur général fait le point sur les questions relatives au personnel.

HUIS CLOS

- c. Affaires concernant la direction

COMPTON/MCINNIS : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

SANGARÉ/MCINNIS : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

14. Revue de la réunion

La réunion est passée en revue.

15. ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Aucun élément d'information n'est à l'étude.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16 h 12 (HAE).